

## PLAN DU TEXTE PRÉSENTÉ

- 1) Analyse du Capitalisme (lutttes économiques et sociales)
- 2) Rôle de l'état et classes dirigeantes
- 3) L'Université et le capitalisme
- 4) Les étudiants{problèmes syndicaux)
- 5) Le mouvement ouvrier et sa base sociale
- 6) Analyse des présidentielles
- 7) Signification politique des E.S.U.

## Le capitalisme de notre temps.

### I) Croissance et organisation

Le capitalisme des cycles et des crises périodiques a disparu entre 1929 et 1935, frappé par la plus profonde des dépressions qu'il ait connues, et qui s'étendant à partir des Etats-Unis sur tous les pays industriels qui leur étaient liés, en a transformé partout les principales structures sans atteindre les finalités mêmes du système.

Ce sont d'abord les politiques économiques des gouvernements qui sont conduites à abandonner les conceptions « libérales » de l'équilibre fondées sur un ajustement spontané de l'offre et de la demande de produits, les revenus distribués s'orientant automatiquement vers l'achat de toute la production mise sur le marché. L'expérience de la « grande dépression » met en relief, d'une manière décisive les déséquilibres inhérents aux structures qui pour l'essentiel se ramènent à l'insuffisance des revenus du travail susceptibles d'absorber les biens produits et d'offrir des perspectives de débouchés pour les investissements potentiels.

Les analyses de Marx sur l'exploitation du travail et l'accumulation du capital avaient dès la fin du 19<sup>e</sup> fait apparaître ces contradictions.

L'intervention étatique et la pression des classes dirigeantes allant en peu de temps entraîner une transformation assez profonde de cette situation en faisant entrer le capitalisme dans la voie de la croissance à long terme, traversée de difficultés conjoncturelles provoquant dépression ou inflation. Cette croissance repose sur un progrès considérable et rapide des techniques de production et de distribution

- une concentration croissante des institutions financières et des unités productives

- un élargissement incessant des débouchés par une augmentation continue des revenus du travail malgré la persistance et même l'aggravation des disparités au profit des classes privilégiées et aux dépens des régions déshéritées, et de couches sociales surexploitées.

Comment peut-on expliquer l'apparition de ces nouvelles caractéristiques du système. La plus importante est la dissociation entre le pouvoir de décision et la propriété dans la plupart des grandes concentrations économiques et financières. Il faut admettre que si l'origine sociale et la formation ne sépare pas de la bourgeoisie traditionnelle les nouvelles classes dirigeantes, celles-ci adoptent dans le processus de production une attitude différente de celle de leurs prédécesseurs qui s'attachaient à une défense de la propriété acquise et à la recherche de gains rapides et importants. Aujourd'hui le profit est considéré comme un moyen d'accroître de manière régulière et sur une longue période la puissance des entreprises. Une des préoccupations dominantes du patronat et des cadres dirigeants dont les intérêts se trouvent liés est d'assurer la réalisation de ce profit à travers une production toujours plus intense de biens de consommation.

Le travailleur consommateur se voit en conséquence attribuer une double fonction.

- Une production dont l'intensité est sans cesse augmentée par le perfectionnement de l'organisation et de la rémunération du travail que toutes les techniques de « relations humaines » s'attachent à persuader que ses intérêts sont liés à ceux du Capital. Le travailleur doit sans cesse s'adapter aux machines de plus en plus importantes dont il a la charge (cf. formation des travailleurs par les entreprises) et une part toujours plus grande de sa vie hors travail est orientée en fonction des besoins de l'entreprise capitaliste (cf. organisation des loisirs, du logement par les entreprises)

- Une consommation systématiquement développée des biens mis sur le marché Pour cela tous les moyens de persuasion sont mis ou se mettent au service du Capital, de la publicité la plus voyante aux pressions sociales les plus opprimantes.

L'exploitation du travail n'a plus alors les mêmes aspects extérieurs qu'à la fin du 19°, mais elle en est par la même plus contraignante et plus profonde. Le travailleur se trouve dans son existence prise dans sa totalité, conçu comme instrument d'un système dont les finalités lui sont étrangères.

Ces finalités ce sont les classes dirigeantes qui les déterminent de différentes manières :

- dans les entreprises dont elles assurent la direction dans les perspectives définies plus haut.

- à travers l'appareil d'état dont les dirigeants se trouvent liés par leurs origines et leur formation à ceux du secteur privé. Cela se traduit concrètement dans la quasi concordance de l'auto-planification des grands monopoles avec les objectifs de la technocratie étatique dont la planification indicative de type français assure la réalisation dans le cadre de structures officielles. La planification française rend aussi plus apparente cette interpénétration profonde des dirigeants des secteurs privés, publics et administratifs et le développement d'une classe dominante diversifiée dans ses fonctions mais unifiée par les finalités d'un système dont elle est l'instrument directeur.

## 2) Exploitation et luttes ouvrières.

C'est dans la perspective du changement des données de l'exploitation des travailleurs qu'il importe de saisir la nature et les perspectives des luttes du mouvement ouvrier.

D'une manière assez arbitraire on peut les étudier à deux niveaux :

- Dans le cadre des entreprises ou des branches économiques tout d'abord on constate que les revendications salariales du type traditionnel perdent aujourd'hui leur caractère révolutionnaire. Aux débuts du capitalisme elles s'attaquaient directement à son fondement le plus important qu'était alors l'extraction de plus-value par la fixation du salaire au minimum de subsistance. Aujourd'hui si elles peuvent ébranler conjoncturellement le système tant leur puissance est considérable, dans une perspective plus longue elles correspondent à l'acceptation et même à la réalisation d'une des finalités essentielles du système, le développement continu d'une production octroyant le maximum de profit et conçue comme objectif premier (à court terme) par rapport à « la satisfaction des besoins humains normaux ».

- Les dirigeants du processus productif définissent et fixent eux-mêmes les besoins qui devront satisfaire aux nécessités de la production (cf. article de Bosquet sur l'automobile dans l'Observateur)

Il apparaît alors clairement que les objectifs des luttes ouvrières doivent se transformer pour conserver leur caractère révolutionnaire.

- Au niveau des entreprises la contestation du pouvoir de décision du patronat peut se faire plus directement en se portant au delà du volume des salaires sur le mode de détermination des rémunérations (système des primes par ex. cf. revendications dans les industries chimiques) et sur l'organisation du travail. Mais la lutte pour le « contrôle ouvrier » atteint aussi l'entreprise dans la détermination de ses activités, ce qui est particulièrement nécessaire dans le secteur nationalisé qui n'a jamais joué le rôle d'instrument d'intervention et d'orientation de l'économie en fonction des besoins des travailleurs.

- Au niveau du système on ne peut se limiter à la revendication de transformations structurelles si elles ne contiennent en elles-mêmes le refus des finalités de ce système. On doit en conséquence s'attacher à présenter un type de développement conçu en fonction de finalités autres, celles du Socialisme.

Cela signifie par exemple que la revendication d'une croissance privilégiée des équipements collectifs fasse apparaître la possibilité d'un autre « mode de vie » que celui qu'impose le capitalisme. Si l'on demande la construction de 500 000 HLM il faudrait aussi se demander quel type de logements on souhaite en fonction des nouveaux rapports humains qu'on se propose d'établir (Ex. situation de la femme dans la société, rôle de la société dans l'éducation). Il est bien sûr important de préciser par quels moyens on pourra réaliser les réformes souhaitées, et le projet de Contre-Plan du Parti s'y attachait avec rigueur. Mais si l'on veut répondre aux préoccupations de tous ceux qui sont intéressés à un changement du système lui-même c'est un nouveau système avec ses finalités propres qu'il s'agit de faire apparaître.

---

## L'ETAT ET LA CLASSE DOMINANTE

L'évolution du capitalisme c'est à dire la passage d'une économie relativement concurrentielle de petites unités à un capitalisme d'organisation a entraîné d'importants changements de la structure sociale tant de la base de classe du système que de celle du Socialisme. En effet on entend par Capitalisme d'organisation le système socio-économique et politique de la seconde révolution industrielle qui se situe dans un contexte international de renforcement du camp socialiste et de décolonisation. Ce système se caractérise ainsi :

1) Un développement accéléré des forces productives grâce à la consommation de masse et aux dépenses militaires qui permet la concentration croissante des monopoles

2) Une prise de participation croissante de l'état dans les décisions socio-économiques :

- au niveau de la production (société nationalisée et d'économie mixte)

- par le développement privilégié de certains secteurs ou même d'entreprises par le jeu des commandes de l'état, principalement des commandes militaires

- par le financement des investissements (crédit, fiscalité)

- par la construction de l'infrastructures sociale qui accompagne la concentration économique (urbanisation, voies de communication)

- par la main mise sur l'emploi (formation professionnelle, mobilité de la main d'oeuvre )

- par l'extension de l'assistance de l'état (sécurité sociale..)

L'état est ainsi arrivé à prendre un rôle socio-économique pour permettre la prise en charge de secteurs susceptibles d'assurer le développement des monopoles au moindre coût (et aux frais des travailleurs par la fiscalité) mais encore parce que ces secteurs (énergie, communications, crédit) ne peuvent plus être abandonnés aux capitalistes individuels sans danger pour le système tout entier. D'autre part la nécessité se fait sentir d'assurer la coexistence entre monopoles en expansion et secteurs retardataires et entreprises non rentables. La mise sur pied d'un système de programmation et de technique interventionniste correspond donc à cette nécessité : une expansion minimum pour être supportée par tous et un taux de chômage donné pour assurer la consommation des salariés indispensable pour la survie du système et éviter les crises.

Mais alors se pose le problème d'éviter l'inflation accompagnatrice naturelle des économies capitalistes développées. La politique des revenus se situe dans cette perspective. C'est l'expression actuelle du passage d'un capitalisme concurrentiel à « un capitalisme d'état où le capitalisme n'est pas supprimé mais où il est au contraire poussé à l'extrême » comme le disait Engels, à ce point qu'il prend en charge la restriction de la hausse des salaires. Il joue ainsi le rôle assigné à n'importe quel capitaliste, mais au niveau de toute l'économie parce que c'est à ce niveau que les décisions fondamentales doivent être prises.

Ainsi l'état n'est plus l'état gendarme et est seulement coercitif du libéralisme (prison, police, armée, gouvernement..) mais l'état nécessaire à la perpétuation d'un système, agent actif et indispensable de l'économie capitaliste. C'est en partant de ce nécessaire rôle de l'état capitaliste à partir d'un stade donné des forces productives que nous pouvons, comprendre la nature du gaullisme. Il constitue l'expression institutionnelle, du capitalisme d'organisation. Centralisation, dirigisme et personnalisation du Pouvoir correspondent à un certain état de développement de la société, mais aussi à un dépérissement de la conscience politique de la classe ouvrière liée à la démission

du mouvement ouvrier. « La personnalisation des rapports politiques est un de effets les plus lourds de conséquence. Plus les structures sociales et économiques deviennent indéchiffrables, plus celui qui n'a pas de conception historique tend à les expliquer par les qualités et défauts d'individus particuliers. La personnalisation qui est un schéma d'interprétation de toute façon courant dans la classe ouvrière est exploité par la grande presse et favorise ainsi la déformation de la pensée politique des ouvriers. Le potentiel résistance contre les développements autoritaires à l'intérieur de la démocratie pouvaient être sensiblement affaibli si la tendance à la personnalisation augmentait le mythe de l'homme fort » (conclusions de multiples enquêtes sur la conscience politique des ouvriers en pays capitalistes avancés, Revue internationale du Socialisme N°7). Le Gaullisme a déjà franchi ce second stade dans la personnalisation dans la mesure où il accrédite ce mythe de l'homme fort et qu'il nécessite l'utilisation d'autres hommes forts (Mendès-France, Pinay) pour catalyser l'opposition à de Gaulle. Le suffrage universel pour les Présidentielles est l'institutionnalisation, au niveau des techniques politiques, de tendances inhérentes à des mentalités de plus en plus mystifiées par les nouvelles formes du capitalisme.

D'autre part, en vertu même de son rôle économique l'état qui n'est pas seulement le garant de l'ordre bourgeois et chargée d'imposer la loi des classes possédantes, mais est l'élément stabilisateur nécessaire à la vie économique. Dans cette, mesure, même si l'on constate une étroite symbiose entre dirigeants de monopoles et grands commis de l'état, il apparaît des contradictions entre la couche des technocrates chargé de la gestion d'un appareil administratif de plus en plus lourd et les monopoles. En effet l'indispensable prise en considération de l'ensemble des phénomènes économiques et sociaux, qui a d'ailleurs secrété l'idéologie technocratique d'une fausse rationalité est amenée à entrer en conflit avec les exigences de profit maximum qu'expriment les monopoles chacun pour soi (Ex, Kennedy contr le patronat des aciéries. Ces conflits trouvent une base dans la production même étant donné l'existence d'un secteur productif d'état, mais aussi de la contradiction plus sensible en régime gaulliste due à la concentration internationale des monopoles dont les intérêts entrent en conflit avec non seulement la volonté nationaliste, mais, surtout celle d'expansion et de compétitivité nationale.

Enfin, le néo-capitalisme dont le Gaullisme, représente l'expression actuelle et personnalisée à l'extrême tend à se constituer une base sociale. Mais il y a là aussi contradiction entre un capitalisme traditionnel et archaïque (celui que l'on voudrait personnaliser par Pinay) et un capitalisme d'organisation. La charte du C.N.P.F. élaborée par les P.M.E. et rejetée par les représentants du grand Capital moderne en est la matérialisation. Cette contradiction se surmonte à la fois par l'autoritarisme gaulliste qui accouche au forceps une société qui accélère la disparition d'un certain type d'entreprises et de productions et grâce à la diminution, de la base sociale du libéralisme. (professions libérales, paysannerie traditionnelle, commerçants et petits entrepreneurs, armée fascisante, vieilles couches parasitaires, type circuit de la viande). Par contre le néo-capitalisme se forge une base sociale:

- grâce au développement de ce que l'on appelle le secteur tertiaire et des couches parasitaires que secrète la consommation de masse (constituant la base essentielle d'une organisation comme la C.G.C.)
- Le renforcement de l'appareil administratif de l'état (technocrates)
- L'existence à côté des monopoles d'entreprises moyennes qui bénéficient de l'expansion grâce aux techniques modernes et l'utilisation des « relations humaines » (voir Jeunes Patrons)
- Aux mutations dans l'agriculture qui voient apparaître avec l'emploi

de techniques nouvelles avec la concentration et l'intégration agriculture industrie, commerce une couche intéressée à la poursuite de cette évolution et liée aux monopoles

- À la construction d'une armée technicienne nécessaire aux monopoles des secteurs les plus modernes (Pechiney..) et dont l'existence est liée à celle du capitalisme d'organisation dans toutes ses composantes.

Mais si ce capitalisme est en train de se constituer une base sociale non négligeable d'où peut sortir une véritable U.N.R., cette classe dominante outre qu'elle sera toujours en proie à des contradictions est loin de former à elle seule une majorité. C'est précisément le caractère réduit de la base sociale du néo-capitalisme qui donne à ce système ses caractéristiques sinon directement autoritaires, du moins insidieusement opprimantes. En effet la classe dominante se trouve dans une contradiction : conserver les règles de la démocratie bourgeoise et imposer sa volonté aux masses. L'utilisation des techniques de conditionnement s'inscrit alors dans la logique du système et se voit assigner la double mission d'inciter à consommer et d'amener à voter. L'utilisation plébiscitaire et publicitaire du suffrage universel ne laisse aucun doute sur ces nouvelles caractéristiques de la vie politique. Mais le conditionnement n'utilise pas seulement la grande presse, la radio, la télé, il s'effectue à l'Université. En effet, celle-ci n'est plus l'Université des fils de bourgeois, futurs successeurs de leurs pères, mais de plus en plus celle d'étudiants dont l'origine sociale s'élargit aux salariés ; c'est à dire des futurs technocrates des monopoles et de l'état formés dans le même moule idéologique (Voir E.N.A.) et des techniciens et des cadres moyens à formation parcellaire et purement technique. C'est cela l'Université dualiste du plan Fouchet.

---

## L'Université utilisée par le néo-capitalisme

### I le néo-capitalisme

Le gaullisme, il faut le rappeler une fois encore, n'est pas un événement accidentel. Si le 13 Mai 58 la rébellion de l'armée de carrière et la disparition corps et bien de la 4<sup>e</sup> République étaient des événements contingents, en revanche l'existence d'un courant politique exploitant le coup d'état à son profit correspondait à une réalité socio-économique concrète faisant apparaître un certain nombre de mutations et une évolution importante dans les structures économiques de la France, et plus généralement des pays industrialisés développés.

Depuis la libération, l'économie française n'a pas subi de crise classique comme celle d'avant guerre, mais a connu au contraire une longue période de croissance économique et de plein emploi accompagnée il est vrai d'une situation d'inflation constante. Cette progression a été possible grâce à une situation de sous consommation aiguë héritée de la guerre et grâce à l'aide américaine qui permit des investissements massifs dans les secteurs clés de l'économie, dont le développement harmonieux était réalisé grâce à un début de planification, et à la possibilité pour les gouvernements d'intervenir efficacement par l'intermédiaire du secteur public que les nationalisations d'après-guerre avaient singulièrement développées.

C'est au cours de cette période que furent constitués ou reconstitués de véritables empires industriels dépendant de Holdings ou de banques d'affaires puissantes. La concentration et la rationalisation à la fois des circuits financiers des entreprises industrielles, notamment grâce à l'introduction de la gestion et de la production automatisée, entraîna un certain nombre de mutations dans la structure sociale et dans la politique des défenseurs du capitalisme moderne .

Ces dirigeants, en abandonnant la règle sacro-sainte du « laisser faire » et en préconisant un certain dirigisme de l'économie tentent de rationaliser la recherche du profit maximum. En effet la technique économique, à son niveau de développement actuel de fournir des indications directement utilisables pour éviter les « accidents de parcours » du capitalisme traditionnel. Cependant, cette rationalisation du capitalisme n'est qu'en gestation et rencontre des difficultés qui permettent de penser que le néo-capitalisme n'est pas encore un système cohérent pour demain. Car en voulant supprimer les contradictions internes du capitalisme, les dirigeants bourgeois et les technocrates en créent de nouvelles à un niveau plus élevé, sans pouvoir supprimer la contradiction fondamentale du système qui est celle naissant des rapports de production c'est à dire de la socialisation croissante de la production, et de l'appropriation de plus en plus personnalisée du surproduit social.

Un certain nombre de contradictions apparaissent, en particulier, au niveau de la reproduction élargie de la force de travail. En proposant un modèle de consommation et un modèle de civilisation correspondant aux objectifs qu'il se fixent, les dirigeants du néo-capitalisme n'oublient certes pas de truquer les rapports de force en proposant l'intégration des forces de contestation dans la logique du système, ce qui devrait permettre de ne discuter les revendications qu'à partir de critères qui sont eux-mêmes choisis, et qui en tout état de cause ne mettent pas en danger le système lui-même. Cependant, cette intégration rend encore plus criante le caractère inchangé du capitalisme, et les syndicalistes ne s'y trompent pas quand ils refusent à raison de cautionner le travail fait par les organismes de discussion, dits paritaires, auxquels ils participent.



## II La réforme de l'enseignement

Au sujet de l'enseignement, les changements intervenus dans la politique des dirigeants bourgeois ne sont pas moins importants. Alors que la conception classique de l'Université était le développement d'une élite intellectuelle assurant la continuité de la domination idéologique de classe alors que les structures économiques pouvaient utiliser une main d'oeuvre sans qualification aucune, la rationalisation de la recherche du profit maximal nécessite une organisation et une structure totalement différente. Actuellement dans les secteurs avancés, les études sur la qualification de la main d'oeuvre montre que les besoins en cadres supérieurs et en ouvriers spécialisés sont relativement constants. Cependant la demande de cadres moyens administratifs et de techniciens supérieurs est en augmentation importante.

Si à l'heure actuelle, on observe, un progrès remarquable de la scolarisation, ce n'est pas en raison seulement de la fameuse vague démographique, c'est aussi parce que cela correspond à des nécessités économiques qui sont la conséquence de l'évolution des forces productives. La main d'oeuvre la plus rentable devient et sera de plus en plus une main d'oeuvre dont les critères de formation sont bien spécifiques :

- Il s'agit non pas de donner une formation supplémentaire, ou d'accroître le niveau culturel, mais de faire assimiler un certain nombre de mécanismes formels dans un domaine particulier. Pour cela, il est nécessaire de développer les connaissances dites générales jusqu'à un certain palier.

- Cette main d'oeuvre ainsi formée, à cause de sa spécialisation présente la caractéristique d'une mobilité moins grande ce qui favorise les pressions que l'on peut exercer sur elle. D'autre part l'aliénation créée par la non compréhension du processus global de production est accentuée, ce qui permet une mystification et une manipulation accrue.

Ainsi doit être atteint les 2 buts que se fixe les dirigeants des monopoles et les technocrates du pouvoir :

- Une planification de l'enseignement à partir des besoins dans leur recherche de profit maximal
- Une mystification des rapports de production faisant balancer le rapport des forces en faveur de la classe dominante.

Cette mystification est encore plus forte quand on laisse penser que ces études constituent une participation au savoir et donc une intégration dans les classes dirigeantes. Pour cela il est nécessaire de créer une cassure entre la masse des travailleurs et les pseudo-étudiants. C'est pourquoi la tendance actuelle est de séparer de la vie active les étudiants en les concentrant dans des campus et en leur imposant un statut de dépendance vis à vis de l'Administration, et un statut d'assisté vis à vis de leurs parents et de la Collectivité.

### 3) Le Plan Fouchet

Le plan gouchet n'est que la réalisation pratique de cete conception de l'enseignement. On a dit, et c'est vrai, que derrière les innovations parcellaires et les réformes bâclées se préparait une réforme beaucoup plus vaste s'intégrant dans un plan d'ensemble cohérent. Finalement les forces étudiantes et les organisations politiques et syndicales de Gauche n'ont pas pu saisir avec quelle rapidité le gouvernement actuel mettait au point sa réforme. Déjà, par l'organisation des C.E.S. et par la réorganisation de l'enseignement technique, les bases sont posées pour l'orientation de la majorité des élèves vers des voies débouchant vers ce que l'on a appelé facultés de technologie et I.F.T.S.,. De même les barrages à l'entrée des Facultés après quelques ballons d'essais sont mis en place pour empêcher l'orientation des étudiants

dans leur majorité sur l'enseignement supérieur, domaine réservé pour une élite réduite en nombre et appelée à la direction effective des centres de décision politiques et économiques.

#### 4) Les réponses à apporter

Alors que le Gouvernement gaulliste possède encore l'initiative dans le domaine de la réforme de l'enseignement et ceci pour un certain temps malgré les simulacres de réponse de « la Gauche » à l'occasion des élections présidentielles, il faut réaffirmer que toute action ne peut avoir pour base que la définition d'un autre modèle à partir de choix politiques différents.

Il ne suffit pas de dire que l'Education nationale doit être « la priorité des priorités », il faut encore préciser pour quoi faire. Et c'est en définissant ce que doit être par approximations successives, la structure socio-économique compatible avec la suppression de la société de classe que l'on peut en déduire quel doit être le modèle de la société socialiste, et donc quelles sont les contre-propositions qui permettraient de mobiliser les forces de renouveau pour une contestation globale de la politique néo-capitaliste. En particulier ce n'est pas sur des aspects secondaires de la politique actuelle qu'il faut faire porter notre critique. L'augmentation de la part des crédits consacrée à l'E.N. ne peut constituer une fin en soi et ne peut être que l'aspect second des options que nous faisons quant aux structures, contenu et méthodes de l'enseignement. De même l'organisation d'une lutte sur le statut étudiant ne peut mener qu'à des impasses ou au mieux des ambiguïtés, car il s'agit d'une notion mystifiante et de plus les réformes du statut étudiant qui ne remettent pas en cause le contenu de l'enseignement et le devenir professionnel sont parfaitement intégrables à plus ou moins long terme dans la stratégie gouvernementale.

En conclusion il nous faut dans notre stratégie en fonction d'une approximation du modèle socialiste de la société des objectifs intermédiaires atteindre grâce à des réformes de structures socio-économiques modifiant les mécanismes de décision et mettant le pouvoir sous le contrôle des travailleurs. C'est à partir de là que l'on peut concevoir une Université ne servant plus à un renforcement du système capitaliste et entrant en ligne de compte dans la construction du Socialisme.

---

## L'université et les étudiants

Ce texte n'est pas pour le secteur universitaire des E.S.U. l'occasion de régler les problèmes politiques afférant à l'U.N.E.F, il n'a pas non plus la prétention de présenter d'une manière exhaustive la situation du syndicat étudiant à l'heure actuelle. Son but est plutôt de poser un certain nombre de problèmes à l'ensemble des E.S.U, de voir quelles peuvent être les directions de travail pour notre organisation. Il semble que tout travail à l'U.N.E.F. à l'heure actuelle ne peut être défini que par une réflexion sur le vide politique qui s'y manifeste d'une part, et d'autre part en fonction des analyses qui peuvent se rapporter à l'avenir du Mouvement.

### I-Le vide politique à l'U.N.E.F.

Il est le résultat d'une série de causes que l'on peut classer schématiquement en causes artificielles et en causes profondes. Le danger de cette classification réside dans le fait que la liaison entre ces deux séries causales n'est pas assurée. Il semble que ce soit le rôle du stage de les relier, ceci en fonction de l'ensemble des textes qui seront présentés.

#### 1 - Causes superficielles

La dégénérescence progressive des A.G.E. est peut-être le fait le plus facilement discernable dans ce vide politique. A part les Associations en pointe (Rennes, E.N.S., Lyon.. ) l'ensemble des A.G.E. se trouvent placées en position de recul sur l'année précédente, ceci depuis le Congrès de Dijon. Le manque de continuité et de cohérence des thèmes de revendications (Allocation logement, campagne G.T.U., Allocation d'études) est à la base de cette dégénérescence. Ce fait pose au fond le problème de la stratégie du syndicat étudiant, problème qui sera envisagé plus loin. Cette dégénérescence revendicative s'ajoute une dégénérescence institutionnelle sur plusieurs points. En premier lieu bien des A.G.E. n'ont pas su discerner clairement le rôle qu'elles avaient à jouer en tant que mouvement de jeunesse et en tant que syndicat. Peut-être cette distinction est-elle à la base de certains choix politiques l'année passée (la revendication sur l'allocation d'études permettant théoriquement une plateforme commune pour nombre de mouvements de jeunesse). En second point les A.G.E. n'ont pas su en fonction des campagnes qu'elles menaient se restructurer convenablement suivant leur orientation. L'exemple de l'A.G.E. de Caen est à cet égard significatif. Placée dans l'ex-minorité, désirant mener le combat sur les problèmes structurels, elle ne sut pas adapter son organisation interne au nouveau type de combat qu'elle entendait mener : maintien de postes « gestionnaires », pas de direction politique collégiale, séparation avec les corpos. On ne peut à ce sujet s'empêcher de réfléchir sur la bureaucratisation des Associations placées entre la volonté d'intervenir d'une manière permanente de la base et la tentative de maintenir en place un appareil extrêmement fort au sommet.

Ce vide politique a été accentué du fait de ce que les problèmes financiers des A.G.E, ou du B.N. se sont posés en des termes de plus en plus graves. Certaines A.G.E. ont « bradé » des secteurs qu'elles géraient auparavant en les remettant à des professionnels, ce qui a entraîné l'impossibilité pour elle d'exploiter leur action en tant que syndicat gestionnaire. Or il est bien évident que la perte d'infrastructures telles que restaurant ou coopé ne peut avoir comme résultat que de déconsidérer le syndicat aux yeux du milieu étudiant, et de lui faire, perdre en outre toute possibilité de vie à long terme dans la mesure où ces activités, rentables financièrement, cessent d'exister.

Enfin sur le plan tactique, l'impossibilité pour quelque tendance que ce soit de réaliser une majorité suffisamment importante pour imposer ses vues à l'ensemble du mouvement a été catastrophique. Outre le fait que nous apparaissions aux yeux de l'opinion publique comme un syndicat de plus en plus divisé, de plus en plus inefficace, le mouvement a douloureusement senti le manque d'unité, le manque de perspectives à long terme en fonction d'un programme de travail sérieux. Cela a entraîné chez les militants, chez certains responsables, un découragement total dont la dernière expression a été le vote à la quasi-unanimité du rapport du B.N. à l'A.G. d'octobre (non que nous devions au vu de l'état du mouvement critiquer ce vote, mais bien plutôt voir le peu de réalité politique qu'il recouvre). Enfin outre la faiblesse numérique de ces tendances, les clivages qui les firent naître manquaient totalement de clarté. Entre la F.G.E.L. ou Lyon et Strasbourg, les raisons profondes d'un choix en faveur de l'A.G.E. étaient par trop éloignées pour que l'explication de ces A.G.E. en Congrès ou en assemblée Générale puissent avoir quelque influence que ce soit sur l'évolution du mouvement ou sur une explication des choix politiques fondamentaux. On ne peut que regretter à ce propos le manque de clarification qui règne dans le mouvement depuis trois ans, les apparentes discussions politiques n'étant en fait que des combats tactiques et conjoncturels en fonction de telles ou telles situations.

## 2) Causes profondes.

Il semble nécessaire pour comprendre en premier lieu la dépolitisation progressive du mouvement de bien voir quels effets eurent la présentation tant du rapport Mousel que du rapport Malrieu (Toulouse 64). Si celui de Mousel jetait les bases de l'orientation universitaire d'une manière globale c'est à dire en essayant de faire une analyse de l'Université, du milieu étudiant, des objectifs du syndicat, Malrieu s'attachait plus particulièrement à un secteur, celui que l'on a nommé « l'institution universitaire ». Alors que les thèmes de Mousel pouvaient être repris en des termes globaux, ceux de Malrieu présentaient une grande difficulté pour être traduits en terme de revendications. Lorsqu'ils furent, mis en avant ils furent transformés en slogans, type « Pas d'Université au rabais », se définissant plus par leur négativité que par la positivité de leurs revendications. Cela vient du fait que le rapport Malrieu était une analyse critique très poussée de l'Université et que l'exploitation de celle-ci au niveau des revendications était rendue malaisée par la grande complexité de l'analyse qui était celle du V.P. Universitaire de l'U.N.E.F. Si la première partie du rapport définissant les structures comme mode d'appréhension des réalités universitaires pouvait servir de base de travail à l'ensemble du syndicat dans la mesure où celui-ci pouvait y trouver certains fondements à son action, la deuxième partie partant de critères épistémologiques pour définir la fonction d'une université démocratique était difficilement appréhendable pour tout le monde. Il en a résulté une coupure de plus en plus nette entre les responsables locaux (ceci surtout pour les A.G.E. de la minorité) et les militants et adhérents. La perception de ceux-ci était bien plus souvent motivée par des aspects corporatistes que par des analyses politiques.

Cette séparation entre responsables et militants a été accentuée du fait des options politiques qui fondaient l'intervention du syndicat. Si les responsables étaient conscients de la nature de ces options, des conséquences qu'elles avaient pour le syndicat tant en ce qui concerne sa nature que ce qui concerne sa stratégie, il apparaissait d'une manière quasi permanente que l'ensemble du mouvement n'était pas unifié sur le fond. Dès lors, la question était de savoir de quel mode d'intervention le syndicat devait se servir pour que les

revendications soient adéquates aux analyses de fond, en d'autres termes de savoir si oui ou non l'explication publique de nos fondements politiques devait être assumée. Dans la plupart des cas, les responsables des A.G.E. se sont contentés d'explications vagues, parfois de tours de passe-passe, à telle ou telle occasion, (cf. « Des amphes, pas de canons, Fouchet, démission », à Grenoble alors que l'A.G.E. de Grenoble était sur des positions minoritaires). Mais jamais, à de très rares exceptions près, l'intervention en amphi n'a fait de lien entre les thèmes avancés et les aspects révolutionnaires qu'ils recouvraient. Cette adéquation entre le thème revendicatif et l'explication de son fondement politique est sans doute le noeud de toute intervention syndicale sérieuse et c'est peut-être aussi le noeud de la crise du syndicat.

Il serait toutefois injuste de reprocher au seul rapport Malrieu la crise de l'U.N.E.F. surtout dans la mesure où le V.P. U. du syndicat fit peut-être oeuvre salutaire en dénonçant par le sérieux de son analyse les graves ambiguïtés qui régnaient dans l'orientation universitaire. L'évolution de la crise du mouvement nous permet aujourd'hui de mieux apprécier la nature de ces ambiguïtés dans la mesure où les prises de positions des différentes A.G.E. mirent le doigt sur le point central de l'orientation : le rôle du statut étudiant dans l'Université. Les A.G.E. de la majorité pensèrent en faire la condition « sine qua non » d'une démocratisation de l'Université et le préalable à toute bataille sur les structures, la minorité préférant lui faire jouer le rôle de corollaire. Il ne faut pas oublier à cet égard que l'Allocation d'études n'avait jamais été désignée que comme l'un des objectifs du syndicat en vue de la démocratisation, sans préciser s'il s'agissait d'un préalable ou d'une conséquence. D'autre part le « volontarisme révolutionnaire » d'un certain nombre de gens, la croyance pour certains du rôle d'avant-garde étudiante pour l'U.N.E.F minorisée à l'extrême et destinée à être le relais révolutionnaire du mouvement ouvrier en milieu étudiant, déformèrent très vite la nature profonde de l'orientation universitaire.

A ces divergences politiques s'ajoutèrent deux faits qui n'avaient pas été prévus dans la mesure d'ailleurs où ils étaient difficilement prévisibles en des termes très précis : le temps de latence présidant à la mise en place de la présumée université technocratique et la nature objective de la dite Université. En ce qui concerne le premier point, il était difficile pour le syndicat d'organiser une action cohérente et efficace alors que :

- la critique de l'Université libérale passerait pour dépassée aux yeux des étudiants face aux menaces de technocratisation.
- toute action sur l'Université actuelle en faveur d'une démocratisation de l'enseignement se heurtait à un double obstacle : l'insuccès de nos luttes sur un objectif qui allait être modifié et la démobilisation qui résulterait de ce changement d'objectif (se rappeler la difficulté pour le mouvement de se réorienter après la fin de la guerre d'Algérie)
- la difficulté qu'éprouvait le mouvement en crise à se situer par rapport aux initiatives sectorielles de mise en place de l'Université Fouchet était évidente dans la mesure où la réflexion s'était arrêtée au stade de l'hypothèse
- la mise sur pied d'action commune avec le corps professoral était très difficile, puisque divisé en trois tendances les libéraux, les technocrates et les démocrates, ces derniers étant très prudents et parfois en contradiction avec eux-mêmes dans les options qu'ils présentaient.

Il est apparu d'autre part que la définition de l'Université technocratique était peut-être sujette à caution dans la mesure où la technocratie apparaissait différemment aux A.G.E. d'une part, et d'autre part que le projet gouvernemental n'était pas assez précis, laissant planer plusieurs hypothèses (en ce qui concerne le contenu de l'enseignement notamment) qui

pourraient à la limite rejoindre les analyses sur l'Université libérale.

Face à cette problématique qui risque d'ailleurs de peser quelque temps encore sur le mouvement, s'est posé le problème des luttes intermédiaires. « Pour certains ce fut la réponse au vide du mouvement et ils débouchèrent sur la revendication de l'Allocation d'études qui était intermédiaire dans le temps et intermédiaire dans leur projet politique. La question qui reste posée à l'heure actuelle et sur laquelle ce stage devrait travailler est la suivante : des luttes intermédiaires sont-elles aujourd'hui possibles, nécessaires, réalisables, quelle doit-être leur nature, quel est le type de liaison qu'elles doivent entretenir avec l'ensemble des forces démocratiques ?

## II. L'avenir du mouvement

L'U.N.E.F. devant le vide politique qu'elle connaît doit se placer dans une position de repli sur elle-même, c'est maintenant certain. Mais le problème est de savoir quelle sera la nature de ce repli afin que lorsque elle en sortira elle puisse se trouver en situation de force,

1) Où en est l'orientation universitaire ? Dans quelle mesure reste-elle valable ?

J.-P.-Malrieu définissait dans son rapport, les structures comme moyen de connaissance de la réalité universitaire. Il semble que ce fondement de l'action syndicale soit toujours d'actualité et peut-être même plus que jamais. Dans une Université dont les structures vont se modifier de plus en plus, le seul moyen d'échapper à un schématisme d'interprétation de la réalité universitaire, semble être une réflexion constante sur la signification profonde de ces changements et l'adaptation de toute intervention syndicale à leur égard. Il ne faut pas nous cacher la difficulté du maintien d'une telle orientation car, le travail que devra effectuer le mouvement sera difficile d'une part en fonction du danger d'intégration de certaines revendications et d'autre part en fonction des implications politiques et économiques de celle-ci, et la manière dont les étudiants pourront les appréhender. Une progressivité de l'intervention syndicale, semble donc de plus en plus nécessaire. En revanche il est bien certain que les difficultés qu'a rencontré le syndicat à mettre le problème du devenir professionnel dans le cadre de ses critiques à l'égard de l'Université libérale, seront amoindries dans le cadre de la mise en place d'une Université technocratique. Le même type de réflexion peut-être effectué en ce qui concerne le contenu et les méthodes l'enseignement. Plus l'Université sera soumise aux impératifs de l'économie, plus structures, contenu et méthodes de l'enseignement apparaîtront facilement aux étudiants. La positivité de notre intervention ne pourrait en être qu'accrue.

Ses axes d'intervention (structures, contenu, méthodes) sont de fait à la base d'une certaine conception du syndicat. Nous pensons qu'à l'heure actuelle ce soient les seuls à propos desquels des militants de gauche qui se définissent comme « révolutionnaires » puissent avoir une action efficace et cohérente, cohérente, parce qu'il apparaît qu'avant que de prétendre mener le combat avec la classe ouvrière placée sous le signe de l'exploitation, il serait peut-être nécessaire de réfléchir quelles conditions véritables président au travail étudiant et si l'aliénation sinon économique tout au moins intellectuelle et politique n'est pas le sceau le plus certain de l'Université bourgeoise. Efficace parce que l'évolution des forces syndicales, démocratiques et socialistes doivent se manifester sur tout les lieux de travail où elles peuvent progresser (ce qui implique pour nous la responsabilité de cette évolution en milieu étudiant), en vue de réaliser leur unité dans les conditions optimales de succès. Toute attitude qui consisterait soit à privilégier l'action politique en milieu ouvrier soit l'agitation permanente en milieu

étudiant nous paraît inacceptable. Il ne faut pas oublier que le rôle du syndicat est le changement de la perception qu'ont les étudiants de leur situation face à l'institution, changement de perception qui doit entraîner le changement de situation par la lutte. Dans ce cadre l'orientation universitaire nous paraît être autrement efficace qu'une dénonciation idéologique à priori des modèles de l'université bourgeoise. C'est à partir de la situation que connaissent les étudiants et qui va se dégradant de plus en plus que l'intervention syndicale prend tout son sens. Parler de la progression de cette intervention c'est exiger pour le milieu étudiant une connaissance de plus en plus approfondie des problèmes qui se posent à lui et la possibilité de les relier d'une façon permanente aux problèmes politiques qui en sont le fondement. En outre s'ajoute l'avantage (bien qu'en ce domaine il faille faire preuve d'une grande prudence) d'une possibilité de dénonciation idéologique des modèles idéologiques en place. Nous disons prudence, car l'idéologie marxiste connaît trop d'a priori défavorables à l'Université ; nous pensons avantage parce qu'une intervention, idéologique sur le contenu sera plus aisée si elle est reliée au devenir professionnel, ceci en fonction des méthodes et des structures.

2) Hypothèses sur l'évolution de certains secteurs de l'institution universitaire.

Lorsque critiquant Fouchet elle s'est élevée contre l'Université au rabais, l'U.N.E.F. a pris une position ambiguë. Cette formation au rabais visait plus à critiquer le non accomplissement de l'individu en fonction de ses possibilités objectives, que le problème de la liaison université-économie. La formation au rabais de l'étudiant n'est pas quelque chose en soi, elle est motivée par des projets politiques. En ce sens, l'Université Fouchet ne sera pas une Université bourgeoise au rabais, mais plutôt une Université soumise aux intérêts de la classe dominante. Si la cohérence est difficilement attaquable du point de vue capitaliste, ce n'est que par le biais de positions opposées que l'on puisse mettre en cause cette formation au rabais. Il est faux de dire à priori qu'un étudiant ayant fait le nouveau premier cycle sera inapte à remplir les conditions de travail qui sont celles de l'échelon le plus bas de l'échelle des cadres moyens. Il est inexact de dire que les causes de cette situation auront été justes, qu'elles auront correspondu exactement à la valeur intrinsèque de l'individu. La suprême habileté du Gouvernement en la matière serait de réaliser une adéquation entre les possibilités réelles de l'individu et les besoins de l'économie. Cela apparaît heureusement impossible car entraînant un éclatement des contradictions internes à l'Université entre le devoir professionnel des étudiants et la sélection, l'absence d'orientation pédagogique qui leur sont proposées donc entre les structures et les méthodes de l'enseignement. A cet égard il faut souligner deux choses, la première est la conclusion qui vient d'être apportée n'est qu'une hypothèse, aucune organisation politique ou syndicale étudiante n'étant venu l'infirmier ou le confirmer. La seconde est que la menace d'une rationalisation de l'institution paraît quelque peu gratuite, car nous ne voyons pas comment il serait possible de rationaliser un ensemble dont les éléments sont reliés par des liens plus ou moins contradictoires, sous peine que cet ensemble se nie lui-même. En revanche il est possible qu'un certain nombre de secteurs en pointe soient effectivement rationalisés, mais deux possibilités s'offrent à nous, ou bien ils présentent un aspect tels qu'ils apparaissent en contradiction avec l'ensemble de l'institution ou bien ils sont des palliatifs. Dans l'un et l'autre cas il est possible pour le syndicat de les exploiter :

- En les prévoyant si possible et en les exigeant (leur mise en place ne pouvant alors être considérée comme une intégration dans le premier des cas mais

comme une victoire syndicale)

- En les dénonçant dans le second cas, car il est prévisible qu'ils toucheraient plus le 3° cycle que le 1° cycle, et dès lors ils pourraient servir de modèle d'une Université démocratique dont l'ensemble serait en référence à ces secteurs mais dont la réalisation globale est impossible dans le cas d'une Université technocratique.

Il est à prévoir le changement de nature du milieu par rapport à ce qu'il est à l'heure actuelle ou du moins ses caractéristiques présentes iront en s'accroissant, passivité, isolationnisme. Ce renforcement sera le fait d'une évolution des structures. L'attrait d'une profession, à court terme, aura sans doute pour effet de faire orienter une partie des plus défavorisés vers ces solutions bâtarde et accroître ainsi le phénomène de la ségrégation universitaire. L'autre partie sera soumise à un paternalisme de mieux en mieux orchestré par l'intermédiaire du système des bourses ou tout autre mode de prestation sociale. Ceci impliquerait pour le syndicat une coupure avec la majeure partie des étudiants s'il décidait de centrer son travail prioritairement sur le statut socio-économique des étudiants. A cette rotation de plus en plus rapide des étudiants le syndicat devra se donner les moyens d'agir en permanence sur la cause essentielle, les structures, ceci en fonction, d'une réorganisation de son appareil à tous les niveaux. Il est un danger que connaîtra d'une manière permanente le syndicat c'est la corporatisation des luttes étudiantes ou tout au moins la sympathie qu'auraient les étudiants pour ce type de luttes faciles à objectifs immédiats, ayant pour bases des analyses schématiques donc d'autant plus attrayantes. Il faut être clair sur ce point ce serait la mort de l'U.N.E.F. comme syndicat, comme force politique de gauche. Ce serait la dépolitisation irréparable pour les années à venir de bien des gens capables de se trouver au côté du mouvement ouvrier lorsque celui-ci aura retrouvé une dynamique de lutte ouvrant la voie à des perspectives socialistes.

### 3) Les axes de travail du syndicat.

Ne voulant pas nous livrer à une spéculation intellectuelle mystificatrice nous ne pensons qu'il puisse y avoir de solution miracle à la crise de l'U.N.E.F. La définition très précise du contenu des axes de travail passant par une expérimentation de l'orientation universitaire beaucoup plus longue que celle que nous avons fait jusqu'à alors, nous serons obligés de nous contenter d'en donner les grandes lignes.

- La recherche devrait porter sur :

- les problèmes par discipline en fonction du devenir professionnel
- la liaison de ces problèmes avec l'évolution économique et sociale du pays
- les problèmes d'intégration des revendications
- l'éventualité et la nature de luttes intermédiaires, leur leur signification politique

- La reconstruction devrait être effectuée :

- en fonction d'une stratégie cohérente à moyen terme dont la définition des objectifs devraient être fournis par les éléments découlant des thèmes de recherche

- à partir de cette réimplantation, l'U.N.E.F. redeviendrait une force politique capable de développer ses propres luttes en trouvant dans la mesure du possible des points d'impacts avec les luttes ouvrières (peut-être au niveau des luttes intermédiaires)



- grâce à la redéfinition et la reconstruction des Offices techniques (la mise en place de la commission universitaire à l'U.N.E.F. semble partir de cette volonté mais est peut-être conditionnée par l'inexistence des Offices). Ceux-ci paraissent en effet être les seuls à pouvoir sur le plan de la réflexion théorique, trouver les points d'impacts de revendications sectorielles.

#### Conclusion

Ce texte pêche, il est vrai, par bien des carences. Certains camarades s'étonneront sans doute de n'avoir eu en face d'eux que des allusions épisodiques aux problèmes du mouvement ouvrier, une absence totale de réflexion sur les forces politiques en présence à l'U.N.E.F., l'inexistence d'une liaison entre les problèmes syndicaux et l'évolution politique, économique et sociale du pays, un manque de définition du rôle des E.S.U. à l'U.N.E.F. Pour ce qui est du premier point, un texte est prévu. Pour ce qui concerne le second il semble très difficile d'évaluer le rôle de l'U.E.C. étant donné le peu d'influence qu'ont les dirigeants sur la position du B.N. de l'UNION sur l'U.N.E.F. à l'heure actuelle et les divergences de minoritaires tant sur le plan national qu'en fonction des situations locales. À propos du troisième point le secteur universitaire des E.S.U. n'est pas capable à l'heure actuelle de faire une analyse correcte de ces problèmes (ceci pour différentes raisons qui devront être étudiées au stage.

La quatrième critique ne peut en être une : c'est une question qui est posée au stage, dans la mesure où le rôle des E.S.U. à l'U.N.E.F. n'est qu'une partie du rôle que notre organisation doit avoir en milieu étudiant. Nous sommes en mesure d'espérer qu'elle ne restera pas sans réponse.

---

## Le mouvement ouvrier et sa base sociale

Dans le même instant que la classe dominante a évolué sous la pression des nouvelles structures de l'économie, la classe ouvrière et d'une manière plus générale la base sociale du Socialisme s'est transformée considérablement. Comme le montre Lelio Basso la classe ouvrière a toujours exprimé 2 types d'aspirations : des aspirations de type réformiste de niveau de vie et s'exprimant dans des luttes immédiates, et des aspirations révolutionnaires en terme de pouvoir. C'est précisément l'incapacité des partis ouvriers à lier ces 2 types de revendications dans une stratégie socialiste qui est à l'origine de la division ouvrière entre social-démocratie et mouvement communiste. Comme le disait R. Luxembourg : « la division entre la lutte politique et la lutte économique n'est qu'un produit artificiel, quoiqu'historiquement explicable de la période parlementaire. D'un côté, la lutte économique est dispersée, morcelée en une multitude de luttes partielles dans chaque entreprise, dans chaque tranche de la production. De l'autre, la lutte politique est menée... conformément aux formes de l'état bourgeois, par voie représentative, par la pression opérée sur les corps législatifs. »

La social-démocratie portant les besoins immédiats des travailleurs en est arrivée à faire évoluer le système en capitalisme des hauts salaires (relativement) assurant l'écoulement de la production par la consommation de masse qui permet de récupérer la plus-value à ce stade. Ainsi, comme l'avait montré Lénine la fraction de la classe ouvrière sensible à ce type de revendication était « l'aristocratie ouvrière » des ouvriers les plus qualifiés et des secteurs avancés du capitalisme. Telle était la base sociale du réformisme. A présent la structure sociale a évolué. La classe ouvrière des secteurs avancés tend à se situer à l'avant-garde par les revendications de contrôle et de gestion qu'elle avance « au delà des sous ». Et les syndicats qui forment actuellement le fer de lance du mouvement ouvrier sont précisément ceux qui sont assis « sur cette nouvelle classe ouvrière » (chimie, électronique, atome, pétrole...). D'autre part c'est dans ces couches ouvrières que l'on rencontre le plus d'intérêt aux problèmes politiques comme l'ont montré de récents travaux effectués dans tous les pays néo-capitalistes y compris l'Allemagne et les U.S.A. (voir revue internationale du Socialisme N°7 et 8)

Conjointement à cette évolution, c'est un élargissement de la classe ouvrière en direction des cadres et techniciens qui caractérise la structure sociale actuelle. En effet les cadres réduits à des fonctions d'exécution, les fonctions de direction étant dévolues à une couche réduite de cadres supérieurs surpayés, et les techniciens dont le nombre augmente de plus en plus au détriment des ouvriers sans formation technique élevée, sont amenés non seulement à rejoindre la classe ouvrière mais aussi à exprimer des revendications de contrôle et de gestion.

Par conséquent en vertu même de la contradiction entre la nécessité d'une qualification de plus en plus élevée et celle pour le capitalisme d'avoir un personnel hiérarchisé et soumis (dans l'entreprise comme dans la vie sociale et politique), il se constitue à l'intérieur de la classe ouvrière une couche différenciée mais revendiquant un droit de regard et de contrôle. D'autre part l'utilisation de nouvelles techniques administratives et commerciales transforment la mentalité de ceux que l'on appelle « les cols blancs ». La condition des employés est similaire à celle d'une partie de la classe ouvrière.

Il n'y a donc pas diminution mais bien élargissement de la classe ouvrière dont un éventail de plus en plus large conteste le mode d'organisation capitaliste en vertu même de la compétence organisationnelle qui leur est refusée de mettre en application.

En même temps que la classe ouvrière évolue profondément on constate la constitution de « couches nouvelles » c'est à dire de couches sociales qui ne sont ni tout à fait salariés ni complètement propriétaires de leur force de travail. Ces couches nouvelles sont constituées essentiellement par les professions libérales qui glissent vers le salariat mais sont dans une période transitoire (voir projet de loi sur les cabinets de groupe en médecine, architecture et professions juridiques) et les paysans. En effet la paysannerie et les professions libérales, étaient des couches pré-capitalistes qui fournissaient la base de manoeuvre des forces réactionnaires si ce n'est fasciste contre les monopoles. Devant l'évolution socio-économique irréversible elles ne sont plus placées devant l'alternative libéralisme ou technocratisation. Mais étant donné la situation actuelle de la plus grande partie du mouvement ouvrier qui refuse de poser l'alternative socialiste elles sont contraintes à monnayer leur intégration dans le néo-capitalisme. Le concept couches nouvelles comme le disait Barjonet de la C.G.T. est fondé scientifiquement. Mais il est nécessaire de le définir plus rigoureusement. Son utilisation abusive dans les discussions du PSU à une certaine époque n'a pu que refléter les avatars de la théorie d'un mouvement ouvrier incapable d'offrir une alternative socialiste à l'idéologie technocratique.

<...>

Devant cette évolution sociologique la social-démocratie et le PCF ont été incapables de se rénover et donc d'offrir à ses aspirations révolutionnaires posées en termes nouveaux le moyen de s'exprimer politiquement. La social-démocratie des pays comme l'Allemagne, la G.B., la Scandinavie est devenue le parti de gouvernement, le gérant des monopoles dans la mesure où ceux-ci ne pouvaient imposer leur volonté de manière autoritaire par l'intermédiaire du Gaullisme en France étant donné la base sociale réduite des classes dirigeantes. Le capitalisme dans ces pays avait donc besoin de s'appuyer sur la classe ouvrière et il lui fallait la collaboration politique de celle-ci pour faire ses réformes, notamment pour imposer sa nécessaire politique des revenus. Tel est le rôle joué par la social-démocratie comme gérante directe du système (Wilson) ou comme force d'appoint à la droite (<...>). En France le problème est différent dans la mesure où à la faveur de la crise provoquée par la décolonisation, les monopoles ont pu imposer un régime plus autoritaire et volontariste : le Gaullisme. Il faut néanmoins constater que le gaullisme n'est pas actuellement l'expression mécaniste des monopoles dans la mesure où il y a des contradictions entre les monopoles et l'état dû aux fonctions économiques de celui-ci.

Mais lorsque le capitalisme voudra imposer la politique des revenus si le conditionnement intense allié à la personnalisation extrême du pouvoir se révèle insuffisante à permettre l'adhésion ouvrière, il est à prévoir que la SFIO se verra assigner le rôle qui est celui de la social-démocratie européenne. L'opération Defferre, la volonté d'instaurer un bipartisme à l'allemande exprimé par Mitterand et certains fondateurs de la petite Fédération vont dans ce sens. Créer un grand parti social-démocrate à vocation majoritaire ou préparer la voie à une ouverture à gauche de type italienne (qui serait davantage l'option Mollet). Comme le dit L. Basso la social-démocratie n'a plus rien à voir avec le mouvement ouvrier dans la mesure où elle est la force politique chargée par le néo-capitalisme d'intégrer la classe ouvrière.

De son côté le P.C.F. ne représente plus, dans sa base sociale que la classe ouvrière la plus traditionnelle, celle qui ne bénéficie pas de l'expansion et qui porte surtout des revendications salariales et réformiste. En ce sens la démocratie véritable du PC exprime parfaitement au niveau politique ce nouveau réformisme d'une partie de la classe ouvrière.

Dans ces conditions non seulement « la nouvelle classe ouvrière » et les couches nouvelles ne peuvent exprimer leur volonté politique qui va confusément dans le sens de l'alternative socialiste, dans les forces politiques traditionnelles. Il est clair que si c'est à partir de cette base sociale de plus en plus large qu'on peut opposer dès maintenant l'alternative socialiste au capitalisme, il faut se donner les moyens d'exprimer sa volonté politique autrement que par le seul syndicalisme. C'est la seule manière d'éviter l'intégration de cette partie de la classe ouvrière sensible à des aspects gestionnaires des revendications et de rationalité au niveau de l'entreprise. Socialisme ou technocratisation, telle est l'alternative. Seul le PSU peut la poser actuellement. Les contre-pouvoirs et les contre-plan économique et social constituent des éléments fondamentaux d'une lutte pour l'autogestion et la planification démocratique, modèle de société socialiste, dans la mesure où cela s'intègre dans une stratégie à long terme et un programme de transition vers le Socialisme. La véritable unité se pose en ces termes : comment résoudre la contradiction entre aspiration réformiste et aspiration révolutionnaire qu'exprime la classe ouvrière des secteurs traditionnels d'une part et celle des secteurs progressistes de l'économie d'autre part avec ses alliés objectifs les couches nouvelles.

En ce sens l'unification socialiste est le terme d'unité d'action entre partis et syndicats, ces partis étant le P.C. et un PSU considérablement transformé et renforcé. L'unification socialiste passe par les luttes communes qui synthétisent aspirations réformistes et aspirations révolutionnaires en une nouvelle stratégie de passage au Socialisme par la voie pacifique.

---

## Les élections présidentielles

A l'occasion de la campagne présidentielle et de la candidature de F.Mitterand le B.N. des E.S.U. a pris deux initiatives avant le Conseil National des 16 et 17 Octobre :

1) Le communiqué suivant a été remis à la presse :

« Le B.N. des E.S.U. réuni à Paris le 26 Septembre :

Estime que la candidature de François Mitterand à la Présidence de la République ne correspond ni par son style, ni par son contenu à la candidature unique de la Gauche telle que l'avait préconisée le P.S.U. lors de son 4° Congrès.

Cette candidature n'a été précédée d'aucune discussion entre les différentes organisations se réclamant du Socialisme (Partis, syndicats, mouvements de Jeunesse...) quant à un programme commun.

Le nouveau candidat à la Présidence de la République a présenté de son propre chef un certain nombre d'options qui sont très éloignées de ce que pourrait être un véritable programme d'alternative socialiste.

Un catalogue de revendications ne saurait ouvrir la voie à la démocratie socialiste seul terme valable de l'alternative politique face au Gaullisme.

A cet égard, l'attitude du P.C.F. n'est en définitive qu'un ralliement sans principe et contradictoire avec les thèses défendues par celui-ci depuis plusieurs mois.

Cette décision compromet gravement l'avenir de la gauche socialiste en France et en particulier les solutions que les organisations socialistes étudiantes peuvent promouvoir à l'Université dans le combat des étudiants contre le Gaullisme et pour l'alternative socialiste. »

2) Au cours du Conseil National, le camarade GILLET est intervenu au nom du S.N.E. pour demander au Parti d'adopter une attitude très nette à l'égard de la candidature Mitterand. Il a étayé ses conclusions par l'analyse de ce qui est le problème, fondamental, le problème de l'alternative socialiste.

Bien que de nombreuses sections nous ait exprimé leur accord et leur satisfaction à la suite de ces initiatives (sections parisiennes, sections de Lyon, Marseille, Montpellier, Clermont, Toulouse...) Nous tenons à en exposer ici les raisons. Nous avons en effet cru bon d'intervenir en tant que E.S.U. à la suite de 2 séries d'observations :

1) Parmi les étudiants déjà politisés (militants de l'U.N.E.F., de la Gauche, de l'U.E.C. de la J.U.C. ...) s'est déclaré un mouvement net d'hostilité à l'encontre de la candidature Mitterand et de l'attitude du P.C.

2) Parmi les étudiants peu politisés, mais se considérant comme « de gauche » et hostiles à l'égard de la 4° République et de ses coalitions sans principe, la tentation du centrisme (modernisme de Deferre) se faisait plus nette.

Il nous a donc semblé nécessaire d'intervenir sans délai pour profiter de l'état d'esprit du 1° groupe et pour essayer de montrer au second qu'il existait une autre gauche que la vieille social-démocratie.

### 1) La candidature Mitterand

a) Le personnage et son entourage :

Ce point secondaire n'est pas sans importance étant donné la sensibilité de l'opinion étudiante à ce sujet. Il n'est pas douteux que le passé et la personne du candidat soient très contestables ce qui, quoiqu'on en puisse dire pose un problème au niveau du nombre de voix qu'il peut obtenir.

b) La procédure de lancement de cette candidature :

Elle est aussi peu démocratique que possible puisque le « candidat unique de la Gauche » a été désigné par 4 ou 5 personnes sans même que soit consulté les dirigeants (et à fortiori les militants) des différentes organisations

intéressés

c) Le programme :

- les institutions : F.Mitterand propose un simple aménagement de la Constitution de 1958. Il s'agit en fait d'enlever à cette constitution tout ce qu'elle a d'outrancier dans sa propre logique et pas du tout de la contester. Nous n'insisterons pas sur le caractère à peine réformiste de la politique économique et sociale vaguement définie par le candidat, ni sur ses options de politique étrangère (fidélité à l'alliance atlantique).

Quant aux problèmes de l'enseignement qui nous intéressent tout particulièrement, F. Mitterand se refuse à en parler autrement qu'en termes de priorité budgétaire .

d) Les soutiens :

Peu après le « lancement » de la candidature de F.M. le P.C. s'y est rallié. Il y a à cette attitude 2 raisons principales. La 1° est d'ordre tactique : le P.C. saisissait là une occasion de masquer la baisse du nombre de ses suffrages qu'une telle élection eut inmanquablement fait apparaître. La 2° est d'ordre stratégique : il s'agit pour le P.C. de sortir du ghetto politique dans lequel il se trouve isolé depuis de nombreuses années. Mais le P.C. ne prend pas les moyens nécessaires pour atteindre ce but et c'est pourquoi on a pu parler de « de fausse stratégie unitaire ». De telles alliances électorales vides de contenu politique ne sont pas unitaires puisque l'expérience historique montre ou bien qu'elles sont sans lendemain ou bien qu'elles sont l'occasion d'un ralliement de l'organisation se disant révolutionnaire à la social-démocratie (Autriche). Si, cependant, on peut dénoter dans l'attitude du P.C. une certaine volonté unitaire il n'en est pas de même à la S.F.I.O. Guy Mollet saisit simplement cette occasion de reprendre en main l'appareil de son Parti et de faire la preuve de la vanité des alliances de type Front Populaire. Ainsi pourra-t-il justifier sa future participation à une coalition de gouvernement de type centriste ( cf. la déclaration sur Pinay)

Il apparait donc clairement que F.Mitterand., candidat unique de la Gauche n'est pas le candidat de l'Unité de la Gauche. Ceci résulte de l'absence d'un programme commun à options socialisées et de l'absence d'un courant d'opinion dynamique à la base qui en est la conséquence.

Il L'attitude du P.S.U.

I) Le P.S.U. a toujours défendu la stratégie dite de l'alternative socialiste face à la stratégie d'alternative démocratique prônée par le P.C.F. C'est dans cet esprit que le P.S.U. a assumé les responsabilités qu'il avait faites siennes en proposant à la discussion des autres organisations se réclamant du Socialisme un projet de plateforme Présidentielle. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le P.S.U., dans ce document, proposait un certain nombre de mesures permettant d'entrer dès à présent dans la voie du passage au Socialisme.

- Nouveau plan économique et social sur la base des options présentés dans le contre-plan

- Politique étrangère conduisant à l'instauration d'une Europe dégagée des blocs militaires et constituant une zone de non-engagement nucléaire

- réforme démocratique de l'enseignement s'en prenant même aux structures de l'Université

- réformes institutionnelles tendant à l'avènement d'une véritable démocratie socialiste

Le ralliement à la candidature de F. Mitterand se trouve donc exclu par cette analyse. Une candidature de « nouveau socialiste » se trouvant elle aussi exclue du fait des problèmes qu'elle posait et du manque de soutien extérieur au Parti, il s'est avéré nécessaire de disjoindre la consigne de vote de la campagne qui devait être menée. Le P.S.U. entreprend donc une

campagne autonome sur le thème de la démocratie socialiste seul terme valable de l'alternative politique au Gaullisme.

Les étudiants devront bien entendu participer à cette campagne les modalités en étant définies par chaque section en fonction des circonstances locales, mais le B.N. a jugé opportun de profiter de cette occasion pour éditer un tract national destiné à assurer la présence des E.S.U au moment de la rentrée et de la campagne présidentielle. De plus, la réalisation d'un certain nombre de meetings ou réunions avec des orateurs du Parti est prévu sur le plan parisien.

### III La campagne et les présidentielles

Cette partie ne pourra évidemment être traitée qu'au moment de la C.N.E.

---

## Axe politique de formation-recherche

Le renforcement du PSU et ESU comme force politique étudiante qui seule permettra le développement efficace de la stratégie de l'alternative socialiste pose le problème de la nécessité d'une ligne théorique et d'une base idéologique pour le Parti. En effet, l'alternative socialiste n'impose pas seulement une claire définition du rôle du Parti dans le mouvement ouvrier et dans la lutte contre la société néo-capitaliste mais aussi la définition du modèle de société que nous voulons. En ce sens nous devons opposer au néo-capitalisme non seulement l'autogestion et la planification socialiste à travers les revendications de contrôle ouvrier et le Contre-Plan, mais un autre modèle de civilisation, un autre cadre de de vie et de culture.

La nécessité d'un débat idéologique se fait donc sentir d'autant plus qu'il ne peut avoir lieu dans le PCF de par sa ligne politique (démocratie véritable..) et la sclérose de sa théorie.

Pour ces raisons, en particulier le besoin pour nous étudiants d'opposer au modèle culturel bourgeois à l'Université des approximations successives et dans la lutte ce que serait une culture socialiste, il est indispensable de poser dès maintenant les premiers axes de recherche idéologique.

Mais il doit être clair que pour un parti authentiquement socialiste la recherche idéologique ne doit pas se faire dans le vide. Elle se situe dans le prolongement de celle effectuée et interrompue dans le mouvement ouvrier (sauf recherche parcellaire). C'est à dire qu'elle part d'un principe fondamental qui est celui-ci : le PSU doit être un parti d'inspiration marxiste dans sa théorie et dans sa pratique qui est l'insertion active dans la lutte des classes. Mais le PSU doit être un parti d'inspiration marxiste qui se refuse à l'observation de toute orthodoxie. Il doit comme le dit Lucio Magri (PCI): « Prendre en considération des courants différents de la culture occidentale de Gauche allant de Lukacs à Sartre, de Chaffrat à Schumpeter, de Husserl à Adorno, dont les liens avec le mouvement révolutionnaire sont divers et souvent fragiles mais dont ce dernier doit tenir compte face aux nouveaux problèmes.

Cette nécessité de tirer de l'alternative socialiste toutes les implications politiques et idéologiques est très bien exprimée par l'évolution de ce que l'on appelle les catholiques de Cauche et des étudiants et intellectuels protestants. Il existe en effet dans ces secteurs tout un courant de militants socialistes qui reconsidèrent le problème du marxisme et de l'aliénation religieuse. Ce courant chrétien, ressentant la nécessité d'une alternative socialiste, s'exprime avec de plus en plus de force (crise de la JEC, T.C.) et il serait aberrant de refuser de poser les problèmes idéologiques par le Parti au moment où d'autres les posent ailleurs (voir JUC, Frères du Monde, Le Semeur). Pour cette raison la nécessité pour les E.S.U. d'orienter le travail de recherche dans le respect des évolutions personnelles. Car il est clair que si nous voulons aborder le problème de la culture dans la perspective d'une action politique à l'Université, nous devons nous attaquer à l'idéologie qui soutend cette culture. Une certaine cohérence de pensée nous est indispensable pour ce travail. D'autre part, l'explication des implications et des choix politiques de l'U.N.E.F. passe par ce travail.

Ainsi il est impossible d'aborder le problème du Droit autrement que par l'idéologie ; pour aborder le problème de la science dans toutes ses dimensions, il est indispensable de lancer un débat idéologique (voir clarté



le Cri). De même pour la littérature et à plus forte raison pour la philosophie...

Enfin il faudrait jouer à l'intérieur du Parti un rôle qui est aussi le nôtre : celui d'intellectuels, en liaison avec les intellectuels du Parti, du PC, de l'UEC, et d'universitaires non engagés actuellement par manque de perspectives politiques.

Le travail du secteur formation et recherche des ESU n'aura de réalité que s'il se fonde sur cette nécessité d'explicitation à tous les niveaux de la stratégie d'alternative socialiste.

---